

leurs établissements publics à caractère administratif ainsi qu'aux employeurs dont l'entreprise ne comporte pas d'établissement en France mentionnés à l'article [L. 243-1-2 du code de la sécurité sociale](#).

## [L. 6131-2](#)

LOI n°2018-771 du 5 septembre 2018 - art. 37 (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Jurical](#)

La contribution unique à la formation professionnelle et à l'alternance mentionnée au 2° de l'article [L. 6131-1](#) est composée :

1° De la taxe d'apprentissage mentionnée à l'article [L. 6241-1](#) ;

2° De la contribution à la formation professionnelle mentionnée aux articles [L. 6331-1](#) et [L. 6331-3](#).

## [L. 6131-3](#)

Ordonnance n°2021-797 du 23 juin 2021 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Jurical](#)

I.-Les contributions mentionnées aux 2° à 4° du I de l'article [L. 6131-1](#) sont recouvrées par les unions pour le recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales et les caisses générales de sécurité sociale mentionnées aux articles [L. 213-1](#) et [L. 752-4](#) du code de la sécurité sociale et par les organismes mentionnés à l'article [L. 723-1 du code rural et de la pêche maritime](#) selon les règles et sous les garanties et sanctions applicables en matière de cotisations et de contributions de sécurité sociale.

Pour le recouvrement de ces contributions, l'organisme mentionné à l'article [L. 225-1-1](#) du code de la sécurité sociale perçoit des frais de gestion ainsi qu'un taux forfaitaire fixé, au regard du risque de non-recouvrement, selon les modalités prévues au 5° du même article. L'organisme mentionné à l'article [L. 723-11](#) du code rural et de la pêche maritime perçoit, pour sa part, des frais de gestion selon les modalités déterminées par une convention conclue entre cet organisme et l'institution mentionnée à l'article [L. 6123-5](#) du présent code, et approuvée par les ministres chargés de la sécurité sociale et de l'agriculture.

## [L. 6131-4](#)

Ordonnance n°2021-797 du 23 juin 2021 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Jurical](#)

I.-Sous réserve des dispositions du II, les contributions faisant l'objet d'un recouvrement par les organismes mentionnés aux articles [L. 213-1](#) et [L. 752-4](#) du code de la sécurité sociale et à l'article [L. 723-2](#) du code rural et de la pêche maritime en application de l'article [L. 6131-3](#) du présent code sont reversées à France compétences selon les modalités définies à l'article [L. 6123-5](#). France compétences procède à l'affectation de ces fonds conformément aux dispositions du même article.

II.-Les contributions prélevées au titre du solde de la taxe d'apprentissage mentionné au II de l'article [L. 6241-2](#) sont, à l'exception des versements directs mentionnés au 2° de ce même II, reversées à la Caisse des dépôts et consignations, selon des modalités définies par une convention conclue avec elle par les organismes mentionnés aux articles [L. 225-1-1 du code de la sécurité sociale](#) et [L. 723-11 du code rural et de la pêche maritime](#), et approuvée par les ministres chargés de la sécurité sociale, de l'agriculture, de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur.

La Caisse des dépôts et des consignations est chargée d'affecter les fonds, pour le compte de l'employeur, aux établissements destinataires, dans les conditions définies au II de l'article [L. 6241-2](#) du présent code. A cette fin, elle mutualise les ressources dès leur réception, au sein du fonds dédié dont elle assure la gestion administrative, financière et comptable dans un compte spécifique ouvert dans ses livres.

La Caisse des dépôts et des consignations peut percevoir des frais de gestion, prélevés sur le solde de la taxe avant répartition, au titre de la mission mentionnée au présent II, selon des modalités de calcul et pour un